



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 7 juin 2016 — N° 182

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 13 h 40.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Girard (Trois-Rivières) fait une déclaration afin de féliciter les lauréats des prix Reconnaissance Roger-Pedneault.

M. Bergeron (Verchères) fait une déclaration afin de souligner le 30^e anniversaire de l'Escadron 711 Pierre-Boucher.

Mme Gaudreault (Hull) fait une déclaration afin de souligner le travail du centre d'hébergement temporaire Le Gîte Ami.

M. Martel (Nicolet-Bécancour) fait une déclaration afin de souligner la contribution de M. Stéphane Guilbert à l'équipe de softball Les 4 Chevaliers.

M. Fortin (Sherbrooke) fait une déclaration afin de souligner le succès du collègue du Sacré-Cœur au concours *Carbure à l'efficacité*.

7 juin 2016

Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) fait une déclaration afin de saluer le projet de serre communautaire issu du partenariat de plusieurs organismes du quartier Centre-Sud à Montréal.

M. D'Amour (Rivière-du-Loup–Témiscouata) fait une déclaration afin de rendre hommage à l'École d'immersion française de Trois-Pistoles et à son directeur, M. André Beaudin.

Mme Soucy (Saint-Hyacinthe) fait une déclaration afin de souligner le 10^e anniversaire du Centre des arts Juliette-Lassonde.

M. Arcand (Mont-Royal) fait une déclaration afin de rendre hommage aux récipiendaires de l'Ordre du mérite nord-côtier.

M. Marceau (Rousseau) fait une déclaration afin de souligner le 30^e anniversaire de l'Association Carrefour Famille Montcalm.

À 13 h 52, M. Gendron, troisième vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 14 heures.

7 juin 2016

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

M. Arcand, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 106 Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 106.

M. Proulx, ministre de la Famille, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 96 Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 96.

M. Heurtel, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 102 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert

7 juin 2016

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 102.

Dépôts de documents

M. Daoust, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, dépose :

Une proposition d'amendement au projet de loi n° 100, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi.

(Dépôt n° 2290-20160607)

M. Leitão, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, dépose :

Le rapport annuel de gestion 2015 de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

(Dépôt n° 2291-20160607)

M. Fournier, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 5 avril 2016 par M. Morin (Côte-du-Sud) concernant la rétribution d'une ressource de type familial ou d'une ressource intermédiaire;

(Dépôt n° 2292-20160607)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 28 avril 2016 par Mme Maltais (Taschereau) concernant la sauvegarde de la clinique d'infirmières de la Coopérative de solidarité SABSÀ à Québec;

(Dépôt n° 2293-20160607)

7 juin 2016

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 10 mai 2016 par M. Drolet (Jean-Lesage) concernant l'adoption de mesures visant à protéger l'industrie québécoise du taxi;

(Dépôt n° 2294-20160607)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 12 mai 2016 par Mme Simard (Charlevoix-Côte-de-Beaupré) concernant une modification des exigences visant l'obtention de l'agrément « Initiative des amis des bébés » (IAB) au Québec.

(Dépôt n° 2295-20160607)

Dépôts de rapports de commissions

M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des relations avec les citoyens qui, le 7 juin 2016, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 103, Loi visant à renforcer la lutte contre la transphobie et à améliorer notamment la situation des mineurs transgenres.

(Dépôt n° 2296-20160607)

Dépôts de pétitions

M. Roy (Bonaventure) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 260 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le retour du train de passagers en Gaspésie.

(Dépôt n° 2297-20160607)

Mme Lamarre (Taillon) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 8 570 citoyens et citoyennes du Québec, concernant un moratoire sur le transfert des ressources professionnelles des CLSC vers les GMF.

(Dépôt n° 2298-20160607)

7 juin 2016

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Roy (Bonaventure) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 914 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le retour du train de passagers en Gaspésie.

(Dépôt n° 2299-20160607)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Lamarre (Taillon) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 765 citoyens et citoyennes du Québec, concernant un moratoire sur le transfert des ressources professionnelles des CLSC vers les GMF.

(Dépôt n° 2300-20160607)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Gaudreault, chef de l'opposition officielle, dépose :

Les procès-verbaux des assemblées tenues les 17 novembre et 15 décembre 2014 par le conseil d'administration d'Investissement Québec, concernant l'autorisation de vendre des actions de RONA.

(Dépôt n° 2301-20160607)

Motions sans préavis

Mme Hivon (Joliette), conjointement avec M. Jolin-Barrette (Borduas) et Mme David (Gouin), présente une motion visant la tenue d'une commission parlementaire sur une réforme du droit de la famille; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

7 juin 2016

M. Surprenant (Groulx) présente une motion concernant le projet de loi n° 100, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Leitão, ministre des Finances, conjointement avec M. Bonnardel (Granby), présente une motion concernant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Khadir (Mercier) présente une motion concernant le Grand Prix de Montréal; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de la santé et des services sociaux, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 92, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 101, Loi donnant suite aux recommandations de la Commission Charbonneau en matière de financement politique;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi;
- la Commission des finances publiques, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 87, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics.

7 juin 2016

M. Gendron, troisième vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission de la santé et des services sociaux se réunira en séance de travail afin de poursuivre l'élaboration du rapport lié au mandat d'initiative sur les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat, ajourné le 3 juin 2016, sur la motion de M. Daoust, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, proposant que le principe du projet de loi n° 100, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Vien, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 59, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes.

Après débat, le rapport est adopté.

7 juin 2016

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 75, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 83, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique, ainsi que les amendements transmis par M. Laframboise (Blainville).

L'amendement introduisant un nouvel article après l'article 3 est déclaré recevable.

L'amendement introduisant un nouvel article après l'article 44.2 est déclaré irrecevable.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux jusqu'à 19 h 30.

Les travaux reprennent à 19 h 30.

L'Assemblée poursuit le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'aménagement du territoire, ainsi que sur l'amendement transmis par M. Laframboise (Blainville).

7 juin 2016

Le débat terminé, l'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

Projets de loi publics au nom des députés

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 492, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés.

Après débat, le rapport est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Coiteux, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi n° 64, Loi sur l'immatriculation des armes à feu, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné au nom de M. Spénard (Beauce-Nord).

À 21 h 30, Mme Gaudreault, deuxième vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 8 juin 2016, à 9 h 40.

Le Président

JACQUES CHAGNON